

20
RH
300.170.9
de la BLSZ
24.03.2010

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS,

Mr Laurent Delacroix demeurant 1 rue de Provinces 77176 Savigny-le-temple.

et

Mr Haja Rakotomanga Larcher Haja demeurant 3 rue du Couchant 77176 Savigny-le- Temple.
Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par les articles L223-1 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

Travaux tout corps d'état aussi dénommé BTP. Travaux sur cordes et d'accès difficile.

Nettoyage de toutes surfaces et en hauteur, construction et réparation de bâtiment ou structure de matière organique et écologique.

- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Article 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **10.5 Travaux sur cordes SARL**

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social. La sarl portera l'enseigne

Travaux sur cordes

ci-après:

Article 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 1 rue des Provinces 77176 Savigny-le-temple.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire de l'assemblée des associés.

Article 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 01/01 et finit le 31 Décembre de chaque année. *Par exception le premier exercice se terminera le 31/12/2010.*

Article 6 - DURÉE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

Article 7 - APPORTS

Les associés apportent à la société la somme de 3 000 euros, soit trois milles euros.

Sur ces apports en numéraire,

Mr Delacroix Laurent apporte la somme de 1500 euros,

Mr Rakotomanga Larcher Haja apporte la somme de 1500 euros,

La totalité de ces apports en espèces, soit la somme de 3 000 euros a été déposée au crédit du

compte n° 26212641909 ouvert au nom de la société en formation
auprès de : Crédit coopératif a Melun
Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Apport collectif en nature:

- Une moto de la marque Giléra d'une valeur vénal de 4000 euros et un ordinateur de la marque apple d'une valeur de 1000 euros.

RÉCAPITULATION DES APPORTS CONCOURANT A LA FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

- Apports en espèces de M. Laurent Delacroix 1500 euros
- Apports en espèces de M. Me Rakotomanga Larcher Haja 1500 . euros
Apport collectif en nature: une moto de la marque Giléra modèle Fuoco 500 d'une valeur vénal de 4000 euros et un ordinateur de la marque Apple OSX 10.50. 8 d'une valeur de 1000 euros.
Total des apports formant le capital social de 8 000 .euros soit huit mille euros.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de : 8 000 euros.

Il est divisé en 80 parts chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

à Delacroix 40 parts

à RAKOTOMANGA Larcher Haja 40 parts

Total des parts formant le capital social 80 parts.

Les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales ont été réparties entre eux dans la proportion sus indiquée.

Article 9 - DROITS ET OBLIGATIONS

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

Article 10 - FORME DES CESSIONS DE PARTS

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière au moyen du dépôt d'un original au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre faire l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

Article 11 - AGRÉMENT DES TIERS

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre :

- Mr Delacroix Laurent

-Mr Rakotomanga Larcher Haja

Elles ne peuvent être transmises à des tiers, autres que les catégories visées ci-dessus, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 - DÉCÈS D'UN ASSOCIÉ

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

Article 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

Article 14 - GÉRANCE

La société est administrée par deux gérants, Mr Laurent Delacroix et Mr Rakotomanga Larcher Haja, personnes physiques, choisi(s) parmi les associés. les gérant(s) sont désignés pour une durée de un an, reconductible par Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des associés

LD
RH

représentant plus de la moitié des parts sociales, ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions. En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à une rémunération fixe, proportionnelle ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Article 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITÉ DE LA GÉRANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans les rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés. Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Article 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société dépasse deux des trois seuils suivants :

- Chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 3 100 000 euros,
- Total du bilan supérieur ou égal à 1 550 000 euros,
- Nombre moyen de salariés supérieur ou égal à 50,

Les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

Article 17 - CONVENTIONS SOUMISES EN ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 - COMPTES COURANTS ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

Article 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par acte exprimant le consentement de tous les associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision. Les procès verbaux d'assemblées générales

L1
RM

sont répertoriés dans un registre. En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.
En cas de décès du gérant, tout associé peut convoquer l'assemblée générale afin de procéder à la nomination d'un nouveau gérant.

Article 21 - PARTICIPATION AUX DECISIONS DES ASSOCIES

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.
Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.
Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Article 23 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.
Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.
Toutefois, la majorité est irréductible, s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

Article 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés modifiant les statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.
Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins :
- sur première convocation, le quart des parts,
- sur seconde convocation, le cinquième de celles-ci.
A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure ne pouvant excéder deux mois à compter de la date initialement prévue.
Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.
Le changement de nationalité de la société ne peut être décidé qu'à l'unanimité des associés.

Article 25 - CONSULTATIONS ECRITES - DECISIONS PAR ACTE

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux.
Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.
Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.
Les associés disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit. Ce délai est fixé par le ou les gérants sans pouvoir être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution.
Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles. Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.
Ces décisions peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. La réunion d'une assemblée peut cependant être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des

LD
RH

parts sociales, soit seulement la moitié des parts sociales.

Article 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi. Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende. Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social. L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

Article 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 29 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social. A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.

Article 31 - JOUISSANCE DE LA PERSONNE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les associés approuvent les actes accomplis avant ce jour pour le compte de la société en formation, lesquels sont relatés dans un état ci-annexé.

Toutes ces opérations et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La gérance est par ailleurs expressément habilitée entre la signature des statuts et l'immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés à passer tous actes et à souscrire tous engagements entrant dans l'objet social et conformes aux intérêts de la société.

Ces engagements seront réputés avoir été dès l'origine souscrits par la société après vérification et approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés tenue au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 32 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à son mandataire à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité prescrites par la loi.

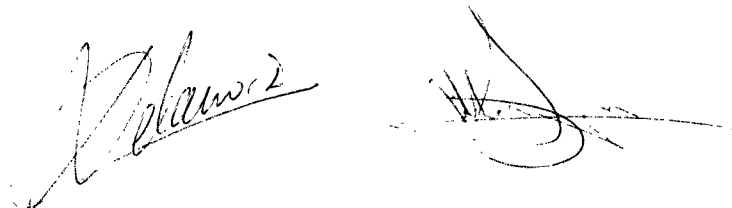
LD
RH

Fait à Melun

Le 19/03/10

En quatre exemplaires originaux

Indexé : 2 Factures des apports en nature



Enregistré à : SIE DE MELUN-EXTERIEUR

Le 19/03/2010 Bordereau n°2010/406 Case n°1

Ext 2030

Enregistrement : Exonéré

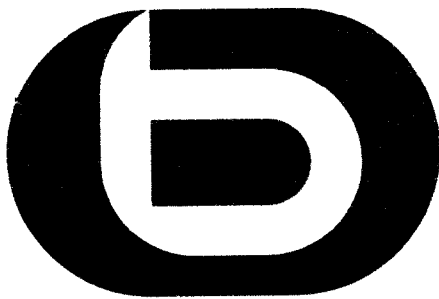
Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

Le Contrôleur principal


Coralie GOUX
Agent des Impôts



boulangier

**CONTRAT DE GARANTIE
ET DE SERVICE APRES VENTE :**
Préalablement à la signature du bon de commande
le vendeur indiquera à l'acheteur les modalités
nécessaires pour assurer le branchement de l'appareil
selon les règles de l'art.

Boulangier s'engage !

Le choix & la qualité

**Les meilleurs prix
certifiés**

Satisfait ou remboursé

**La livraison et
la mise en service**

La garantie Boulangier

**Des experts toujours
à votre écoute**

**Un S.A.V rien que
pour vous**

**La protection
de l'environnement**

**Les facilités
de paiement**

Votre fidélité remerciée

voir conditions en magasin

Gardons le contact

N° Indigo 0 825 850 850

0 15 € TTC / MN

boulangier.fr

BOULANGER MELUN
ESPACE MAISONNEMENT
RD 306
RUE DES SAINTS PERES
77240 CESSON
SIRET 34738457001480
Tél 0825 850 850 (0,15eur TTC/MN)
SAU 03 20 49 47 73

M. DELACROIX LAURENT
1 RUE DES PROVINCES
77176 SAVIGNY LE TEMPLE

N° client: 15597836

**Votre Conseiller de vente
MARTINEAU FABTEN**

Emporté

REFERENCE DE L'ACHAT (article 1er)	CODE	Qté	P.U.TTC	T.TVA	TOTAL TTC
Carte Carte B+ avec financement	090382	1	0,00	19,60	0,00
Ordi APPLE MAC IMAC 20" 2.66 320go Mb41 ECO-PARTICIPATION Extension de garantie non retenue Garantie jusqu'au 11.09.2010	822228	1	1099,00	19,60	1099,00 1,00
Jack/RCA ESSENTIEL B 1M50	745760	1	9,99	19,60	9,99
Clé ESSENTIEL B 8 Go ECO-PARTICIPATION Garantie jusqu'au 11.09.2010	798548	1	21,89	19,60	21,89 0,10
				TOTAL TTC (Euros)	1131,98
				Dont TVA (19,60%)	185,51
				Total éco-participation (TTC)	1,10
REGLEMENTS	Carte accord TPE				1131,98

**Gardez votre facture pour faire
valoir la garantie de votre produit.
Merci de votre visite
VOIR CONDITIONS D'ECHANGE ET DE
REMBOURSEMENT EN MAGASIN**

**Le vendeur est tenu de fournir une marchandise conforme à la commande.
LIVRAISON (art 2): NON
MISE EN SERVICE PAR Boulangier (art 3): NON USAGE PROFESSIONNEL: NON**

Signature de l'acheteur:

Le vendeur s'engage à garantir le bon fonctionnement de son matériel pendant la durée de la garantie. Il est tenu de remplacer gratuitement tout matériel défectueux. Le vendeur s'engage à fournir les pièces de rechange et les services nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de son matériel pendant la durée de la garantie.

LA GRANGE A SCOOTERS

PIAGGIO-GILERA-VESPA

17 RUE DE NEUILLY

92110 CLICHY

TEL : 01 42 70 35 19

FAX : 01 47 37 58 67

E-MAIL : lagrangeascooters@orange.fr

REG : RCS B 414 740 654-APE 504Z

TVA : FR29 414 740 654

S.A.R.L AU CAPITAL DE 9000 €

MONSIEUR RAKOTOMANGA HAJA

3 RUE DU COUCHANT

77176 SAVIGNY LE TEMPLE

03 76 72 16 40

RESERVATION	N° CLIENT	OPERATEUR	DATE	PAGE
2001399	8003426	19 JEROME	20/07/2007	1

REFERENCE	DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNIT. T.T.C.		MONTANT T.T.C.
P FUOCO 500	GILERA FUOCO 500 NOIR	1.00	7600.00 €		7 600.00 €
\$MI	PREPARATION & MISE EN ROUTE	1.00	55.00 €	100.00	0.00 €
DIPLAQUEIMMATRICTIFL	TIFLEX PLAQUE IMMATRICULATION	1.00	18.90 €	100.00	0.00 €
VUFDF270H+ CHAINE	KIT CHAINE U TOP BLOC AGREE SRA	1.00	195.14 €	100.00	0.00 €
\$TAT	TATOUAGE ICA	1.00	55.00 €	100.00	0.00 €

BRUT T.T.C.	49 852.73 FF	7 600.00 €
TOTAL T.V.A.	8 169.81 FF	1 245.48 €
NET T.T.C.	49 852.73 FF	7 600.00 €
RESTE A PAYER	45 916.99 FF	7 000.00 €
20/07/2007	ACOMPTE CARTE B	600.00 €

MERCI DE VOTRE VISITE
A BIENTOT

Calcul sur la base d'un EURO = 6.55957 FRANCS.



PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

N° Immatriculation

Date du certificat

77/001/TERM6J/OPRJ/P111

Date de 1^{re} immatriculation

(A) 232 EJY 77 (I) 02/08/2007 (B) 02/08/2007

(C.1) M. RAKOTOMANGA HAJA

(C.4a) EST LE PROPRIETAIRE DU VEHICULE

(C.4.1) 1

3 RUE DU COUCHANT
445 77176 SAVIGNY LE TEMPLE

(D.1) GILERA

(D.2.1) LGL95K40Z126

(D.2) M61100

(D.3)

(E) ZAPM6110000002723

(F.1) 445

(F.2) 445

(F.3)

(G) 262

(G.1) 253

(J) L3E (J.1) MTT2 (J.2)

(J.3) SOLD

(K) e11*2002/24*0601*00

(P.1) 493

(P.2) 29,5

(P.3) ES

(P.6) 5

(Q) 0,11

(S.1) 2

(S.2)

(U.1) 90

(U.2) 3625

(U.7)

(V.9)

(Y.1) 115,00

(Y.2)

(Y.3) 115,00

(I.1)

(A.1) NEUF

(X.1)

Pour Le préfet et par
délégation
le d.c.r.

Catherine Acacio



Certificat d'immatriculation COUPON DÉTACHABLE

RAKOTOMANGA HAJA

GILERA

ZAPM6110000002723

232EJY 77 02/08/2007



07CF73578

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS

Je soussigné : Madame Colette LACROIX

Agissant au nom du CREDIT COOPERATIF, société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable dont le siège social est à NANTERRE 92 000, 33 rue des Trois Fontanot,

En tant que Directeur de l'agence de MELUN

Ladite banque dépositaire des fonds versés en vue de la constitution de la société à responsabilité limitée dont la dénomination est "10.5 TRAVAUX SUR CORDES" et dont le capital est fixé à 8 000 € divisé en 80 parts sociales de valeur nominale de 100 € chacune.

Déclare que la somme versée et déposée au compte n° 26212641909 ouvert au nom de 10.5 TRAVAUX SUR CORDES s'élève à : 3 000 euros



Fait à MELUN
Le 09/03/2010